

L'indice de richesse inclusive : l'économie *Mainstream* au-delà de ses limites, mais en deçà de la soutenabilité ?

G. Thiry et Ph. Roman

Discussion Paper 2015-1

Institut de Recherches Économiques et Sociales
de l'Université catholique de Louvain



L'INDICE DE RICHESSE INCLUSIVE : L'ÉCONOMIE *MAINSTREAM* AU-DELÀ DE SES LIMITES, MAIS EN DEÇÀ DE LA SOUTENABILITÉ ?

Géraldine Thiry et Philippe Roman

Septembre 2014

Résumé

L'Indice de richesse inclusive est issu de la théorie économique standard de la soutenabilité, entendue comme préservation d'une somme pondérée de capitaux censés contribuer au bien-être intergénérationnel. Cet indicateur semble voué à occuper une place importante dans la poursuite d'un développement soutenable, notamment dans les pays en développement. Si l'indicateur séduit par son élégance et sa portée, il n'en pose pas moins des problèmes méthodologiques, épistémologiques et politiques majeurs. Nous proposons une analyse critique de l'indicateur et du cadre théorique sur lequel il s'appuie, en mettant l'accent sur l'économicisme qui le caractérise sous les dehors d'une théorie rénovée et débarrassée de ses oripeaux néoclassiques les plus injustifiables.

Mots clés : indicateurs de soutenabilité; indicateur de richesse inclusive; économie écologique; economicisme; nouvelle économie des ressources.

Title : The Inclusive Wealth Index: Mainstream Economics Beyond its Limits, but Short of Sustainability?

Abstract

The Inclusive Wealth Index (IWI) is built upon mainstream sustainability economics, where sustainability is defined as a weighted sum of capital assets according to their supposed contribution to intergenerational wellbeing. The IWI will likely play an important role in the pursuit of sustainable development. While the IWI's elegance and scope are attractive features, major methodological, epistemological and political problems remain. We critically assess the indicator and its underlying theoretical framework. We specifically address the economicism of a framework that seems relieved of its most unwarranted neoclassical assumptions.

Keywords: sustainability indicators ; inclusive wealth index; ecological economics ; economicism; new resource economics.

1 INTRODUCTION

L'idée d'un « au-delà du PIB » (« *Beyond GDP* ») semble désormais bien ancrée dans le paysage intellectuel et politique de la majorité des pays industrialisés et d'une frange croissante de pays en développement [Boarini et Mira D'Ercole, 2013 ; NDP Steering Committee, 2013 ; Parlement Européen, 2011]. La mise en œuvre d'un tel objectif se heurte en revanche à l'absence de modèle alternatif consensuel qui permettrait de donner sens, orientation et cohérence à la nébuleuse des enjeux divers qu'un au-delà du PIB entend intégrer [Cassiers *et al.*, 2011 ; Thiry *et al.* 2013].

Bien que la nécessité de réorienter les sociétés vers un développement soutenable soit reconnue au sein des arènes officielles depuis plusieurs décennies, « la réorganisation du développement sous l'égide coordonnée du développement durable, annoncée solennellement en 1992 par la communauté des chefs d'états de la planète n'a pas eu lieu » [Zaccaï, 2013]. La grande hétérogénéité des propositions de nouveaux cadres d'analyse et d'indicateurs alternatifs [Gadrey et Jany-Catrice, 2012] fait écho à l'extrême pluralité des définitions du développement soutenable [Pezzey, 1992 ; Theys, 2014 ; Vivien, 2005 ; Zaccaï, 2012] et contribue à expliquer qu'à ce jour ne soit apparu aucun indicateur susceptible de concurrencer et *a fortiori* de supplanter le PIB. Si l'adoption de ce dernier comme alpha et oméga de la politique économique, au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, a bénéficié de la cohérence du cadre analytique qu'offrait la théorie keynésienne, un tel cadre manque cruellement aujourd'hui pour réorienter les sociétés [Cassiers *et al.*, 2011].

L'étude des facteurs de (non-)adoption d'indicateurs nouveaux montre le caractère nodal de cette absence de cadre d'intelligibilité crédible et partagé [Thiry *et al.*, 2013]. Corollairement, il est souvent reproché aux indicateurs alternatifs de ne pas reposer sur une théorie robuste, de procéder à des agrégations arbitraires et de mobiliser des méthodes *ad hoc*. Nous n'aurions pas encore trouvé le bon modèle pour expliquer le monde, ni le bon algorithme pour en quantifier les enjeux et en envisager les futurs [Levrel, 2008].

Dans cette nébuleuse, une initiative semble fournir un cadre d'intelligibilité cohérent incluant toutes les grandes dimensions usuellement reconnues de la soutenabilité : l'Indicateur de richesse inclusive (*Inclusive Wealth Index*, ci-après IWI)¹. C'est en tout cas ce que prétendent ses promoteurs, qui entendent proposer un indicateur susceptible de rendre compte de la mesure dans laquelle les sociétés humaines accroissent ou détruisent la somme des capitaux (manufacturé, humain, naturel et social) qui sous-tendent leur bien-être aujourd'hui et dans le futur [UNU-IHDP et UNEP, 2012, p. xv]. Convaincus de la pertinence d'un tel indicateur, ses auteurs en prônent l'adoption à large échelle par les gouvernements nationaux. C'est pour la cohérence de son effort « inclusif » que l'indicateur semble accueilli et apprécié.

Etant donnée l'influence des institutions qui soutiennent l'IWI et le large écho dont il jouit, il nous semble nécessaire d'en étudier les tenants et aboutissants. A cette fin, nous passons d'abord l'IWI au crible du guide de bonnes pratiques statistiques édicté par Eurostat. Nous employons ensuite une grille d'évaluation spécifique aux questions de soutenabilité : les Principes de Bellagio. Si l'IWI satisfait presque intégralement aux critères d'Eurostat, l'exercice est moins concluant dans le cas des Principes de Bellagio. Au-delà des problèmes soulevés par cette double évaluation, plusieurs difficultés épistémologiques, théoriques et méthodologiques demeurent, qui font douter de la pertinence d'adopter un tel indicateur à large échelle.

Certes, les débats sur l'approche de la soutenabilité par les capitaux ou sur l'opportunité de caractériser les écosystèmes et les ressources naturelles comme des « capitaux » ne sont pas nouveaux [Stern, 1997 ; Faucheux *et al.*, 1997 ; Vivien, 2009]. Il nous semble néanmoins important de reposer la question de

¹ L'indicateur a été officiellement présenté lors du Sommet « Rio+20 », en juin 2012. Ce sommet a vu l'avènement dans les plus hautes sphères institutionnelles de l'idée de « croissance verte » [Vivien, 2013].

l'opportunité d'avoir recours au cadre économique standard² et à l'approche par les capitaux pour traiter du bien-être et de la soutenabilité. Nous mobilisons dès lors certains éléments de ce débat pour appuyer notre propos, sans pour autant nous y limiter : notre réflexion se veut à la fois plus spécifique, en se concentrant sur un seul indicateur, et plus étendue, en abordant les risques de l'économicisme qui le sous-tend.

Cette réflexion nous semble importante et urgente. Il est en effet à redouter que les économistes renforcent leur mainmise sur les grands sujets de société, comme le changement climatique ou la soutenabilité du développement. Or, dans tous ces domaines l'approche économique gagne du terrain, comme en attestent la composition de la Commission Stiglitz, la rapide progression des évaluations monétaires des services écosystémiques [TEEB, 2010 ; WAVES, 2010], le poids des économistes dans les débats sur le changement climatique [GCEC, 2014]. Bien que renouvelée, débarrassée de ses hypothèses les plus contestables et enrichie d'une axiomatique qui intègre certaines caractéristiques des écosystèmes (complexité, non-convexité, non-optimalité, etc.), la théorie standard ne nous semble pas intégrer de manière satisfaisante les enjeux de la soutenabilité. Une analyse critique du cadre proposé est d'autant plus importante que ce cadre sous-tend *un indicateur* dont la singularité est d'être un outil à la charnière entre théorie et empirie, intrinsèquement normatif et performatif [Desrosières, 2008]. Comme tel, ses fondements et présupposés doivent être clarifiés.

L'article est structuré comme suit. La section 2 présente la vision et l'armature théorique de l'IWI. La section 3 évalue l'IWI à l'aune de deux familles officielles de critères. La section 4 approfondit la lecture critique de l'indicateur en mettant au jour la fragilité de l'édifice théorique sur lequel il repose. La section 5 analyse la théorie de la richesse inclusive comme nouvelle forme d'impérialisme économique. La section 6 conclut.

2 L'IWI : UNE BRÈVE PRÉSENTATION

Appréhender l'IWI comme indicateur implique de comprendre les raisons fondamentales pour lesquelles il a été créé (origines et vision) ainsi que le modèle sur lequel il repose et la manière dont il est construit (cadre analytique).

2.1 ORIGINES ET VISION

Il existe plusieurs approches de la soutenabilité [Vivien, 2005 ; Zaccai, 2012], y compris au sein même de l'économie [Martinet, 2005 ; Pezzey, 1992 ; Vivien, 2008]. Dans la vision néoclassique, une croissance soutenue est possible à condition de substituer au capital naturel d'autres formes de capitaux. Les dimensions du développement durable sont appréhendées sous la catégorie des « capitaux » : manufacturé, humain, naturel (et éventuellement social, de santé et institutionnel)³. Dans la lignée d'Irving Fischer [1930] chaque capital est conçu comme un stock de richesses produisant un flux de revenus. Les hypothèses concernant le degré de substituabilité entre types de capitaux distinguent les approches de « soutenabilité faible » et de « soutenabilité forte » [Faucheux et Noël, 1995 ; Neumayer, 2010a].

Partha Dasgupta, l'un des principaux architectes de l'IWI, s'inscrit dans l'approche néoclassique tout en tentant de la dépasser en la complexifiant dans le but de rendre ses hypothèses plus réalistes [Dasgupta, 2001, 2009]. Selon Douai *et al.* [2012] il fait partie des « nouveaux économistes des ressources » dont l'approche consiste à traiter, à l'intérieur d'un cadre standard d'économie de l'environnement et des ressources naturelles, des enjeux soulevés à l'origine par les pionniers de l'économie écologique. Le cadre de la richesse inclusive est en effet au confluent de plusieurs sous-courants de l'économie standard (économie du bien-être et du choix social, économie de l'environnement et des ressources naturelles,

² Nous suivons les préconisations de Lawson [2013] d'éviter le vocable « néoclassique » pour lui préférer celui de « standard » (*mainstream*).

³ Pour une critique du concept de 'capital naturel', voir O'Connor [1993], Faucheux et Noël [1995] et Vivien [2009].

économie du développement et comptabilité verte). Il porte la marque de l'intérêt de Dasgupta pour la question du rôle des ressources naturelles dans la pauvreté et le développement. Ses travaux récents avec Karl-Göran Mäler [Dasgupta et Mäler, 2003] témoignent d'un effort de penser la dynamique complexe et incertaine des systèmes économiques et écologiques à l'intérieur du cadre néoclassique, ce qui le conduit à relâcher certaines hypothèses d'optimalité généralement admises. Dasgupta entend raisonner non plus dans un cadre restrictif de croissance optimale et de politiques optimisatrices (« *Agathotopia* ») mais dans un monde non optimal plus réaliste (« *Kakotopia* »). Depuis une décennie, leur coopération avec Kenneth Arrow et d'autres auteurs a conduit à consolider le cadre normatif de la richesse inclusive [Arrow *et al.*, 2003 ; Arrow *et al.*, 2004 ; Arrow *et al.*, 2012].

L'élaboration de l'IWI semble aussi procéder d'une recherche d'alternatives au célèbre Indice de développement humain (IDH) du PNUD, auquel Dasgupta adresse deux principales critiques. D'une part, les trois dimensions constitutives de l'IDH (santé, éducation et revenu par tête) sont pondérées arbitrairement. D'autre part, l'IDH, en ne prenant pas en compte l'environnement⁴, peine à appréhender les enjeux de soutenabilité, puisqu'un pays peut voir son IDH croître alors que sa base productive (la somme de ses capitaux) est en déclin⁵. D'où l'importance, pour Dasgupta, de développer un indicateur capable de mettre en évidence l'état et l'évolution de la base productive.

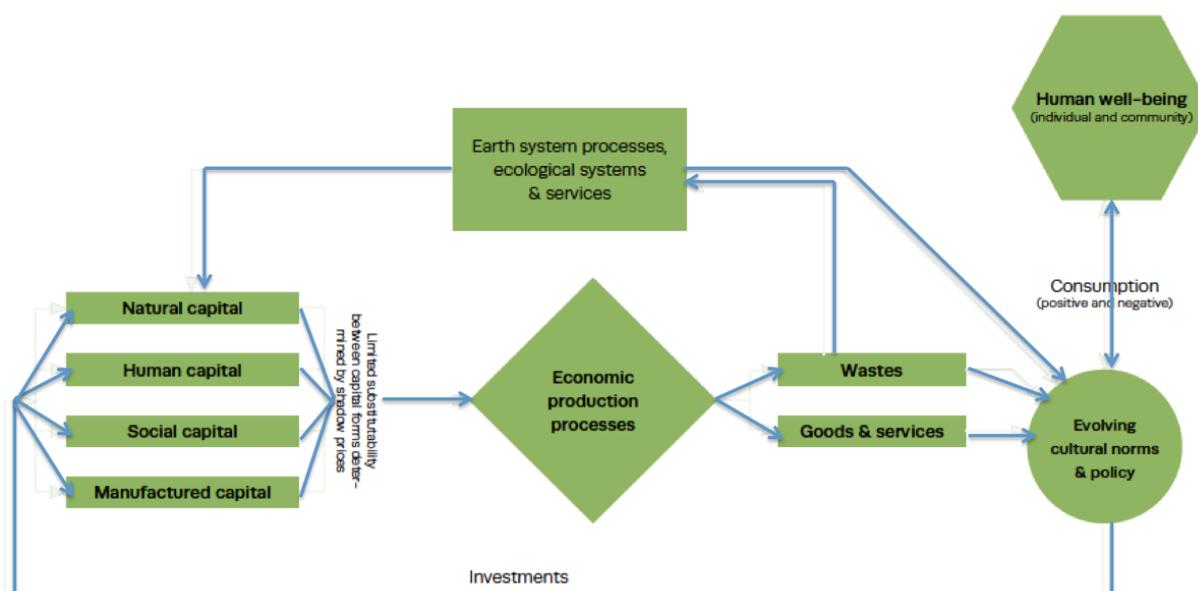
Dans le sillage de cette critique, Neskakis *et al.* [2013] proposent de « *get away from arbitrarily assigning weights to [capital assets], and instead capture the values individuals place on these capitals.* » Constatant la difficulté des *Millenium Development Goals* (MDGs) et des *Sustainable Development Goals* (SDGs) à intégrer l'interdépendance des objectifs, la spécificité des contextes et le pluralisme des valeurs, ces auteurs considèrent vaine la volonté de s'accorder sur les *constituants* du bien-être, tant ceux-ci sont subjectifs et varient à travers les cultures et les peuples.

Pour ces différentes raisons, le cadre analytique de la richesse inclusive entend reposer sur un pluralisme axiologique (dans une approche libérale et *bottom-up*). Le bien-être est appréhendé par ses *déterminants* (les facteurs objectifs supposés causer le bien-être, et qu'il s'agit de préserver) plutôt que par ses *constituants* (ce dont le bien-être est phénoménologiquement constitué), comme l'illustre la figure 1.

⁴ Notons que depuis la première publication de l'IDH en 1990, cet indicateur a fait l'objet de propositions de « verdissement », mais aucune ne s'est imposée comme indicateur crédible de développement durable [Bravo, 2014 ; Neumayer, 2010b].

⁵ L'idée de mêler au sein d'un même indicateur des considérations de bien-être et de soutenabilité ne fait pas consensus. Elle a même été fortement critiquée au sein du rapport Stiglitz [Stiglitz *et al.*, 2009, p.19]

Figure 1 : Cadre analytique de la richesse inclusive



Source : IWR 2012, p. 46

Selon la typologie des indicateurs de soutenabilité de Gasparatos et Scolobig [2012, p. 3], la vision pré-analytique [Spash, 2012] sous-tendant l'IWI est très proche des caractéristiques de la catégorie « outils biophysiques ». Celle-ci reposerait sur une théorie de la valeur centrée sur les coûts de production et un système d'évaluation focalisé sur le « donneur » de ressources. En revanche, la construction effective de l'IWI s'apparente à une « agrégation monétaire néoclassique », impliquant une « théorie de la valeur subjective » et un système d'évaluation focalisé sur le « receveur » de ressources (le consommateur). C'est précisément cette ambivalence qui constitue à la fois la principale force de l'IWI, dont les intentions explicites peuvent largement être partagées, et le principal problème puisque que tout l'édifice sur lequel il repose est déconnecté de ces intentions.

2.2 LE CADRE ANALYTIQUE

La notion de richesse inclusive entend lier, au sein d'un même cadre d'analyse économique, le bien-être à la soutenabilité : il s'agit, pour soutenir le niveau de bien-être actuel, de préserver la somme des capitaux dont il dépend, la base productive. Par rapport aux modèles de croissance classiques, ce cadre d'analyse procède en quelque sorte à un élargissement de la fonction de production à la fois dans son objectif (variable expliquée) et dans ses arguments (variables explicatives). La variable expliquée n'est plus le PIB, mais le bien-être tiré de la consommation de biens et services ainsi que des services rendus directement par le capital naturel. Les variables explicatives ne sont plus seulement le travail et le capital (augmentés du progrès technique) mais un ensemble « inclusif » de capitaux, sources non pas uniquement de biens et services marchands, mais plus généralement de bien-être intergénérationnel⁶. Nous présentons à présent, sans entrer dans la formalisation⁷, les grands éléments constitutifs du cadre d'analyse de la richesse inclusive.

Au cœur de l'articulation entre bien-être et soutenabilité se trouve un « théorème d'équivalence » [UNU-IDHP et UNEP, 2012, p. 6], par lequel les auteurs négligent les constituants du bien-être pour se concentrer uniquement sur ses déterminants. Le bien-être intergénérationnel, défini comme la somme du bien-être de chaque génération incluse dans l'horizon temporel considéré, est une fonction de la

⁶ Nous explorons dans la section 5 la dérive economiciste que cette double ouverture de l'analyse peut comporter.

⁷ Pour une approche critique plus formelle de l'IWI, voir Roman et Thiry [2014].

consommation présente et future. Cette dernière est elle-même dépendante de la base productive présente et future. La base productive est définie comme la somme pondérée des différents capitaux, dont les poids respectifs représentent la valeur sociale, c'est-à-dire la contribution marginale de chaque capital au bien-être intergénérationnel. La valeur sociale des capitaux est exprimée dans les prix implicites (*shadow prices*). Partant du principe que la base productive future dépend de l'état de la base productive présente (et d'une hypothèse implicite sur le mécanisme inter-temporel d'allocation des ressources), les auteurs affirment que pour connaître la soutenabilité du bien-être intergénérationnel, il suffit de connaître l'état de la base productive présente, c'est-à-dire la richesse inclusive. Dans ce modèle, la soutenabilité est donc entendue comme la préservation, grâce à un niveau suffisant d'investissement inclusif, d'un portefeuille de capitaux qui permet à la base productive de maintenir le bien-être intergénérationnel dans le temps [UNU-IHDP et UNEP, 2012].

Dans le calcul concret de l'indicateur, ces capitaux incluent le capital manufacturé, humain et naturel⁸ et sont agrégés sur base d'une estimation de leur prix implicites respectifs. Le capital manufacturé est évalué sur base de la méthode d'inventaire perpétuel⁹; le capital humain, sur base de la valeur actualisée des flux de revenus présents et futurs que le niveau d'éducation est censé générer durant le nombre d'années de travail ; et le capital naturel, décliné en cinq catégories¹⁰, sur base des rentes présentes et futures qu'il est censé générer¹¹.

3 L'IWI AU CRIBLE DES CRITÈRES OFFICIELS

L'IWI satisfait-il aux critères d'un « bon » indicateur de soutenabilité? Afin d'en juger, nous passons l'IWI au crible de deux familles de critères qui font autorité dans les instances officielles [voir Levrel, 2008] : les principes issus du guide de bonnes pratiques statistiques d'Eurostat et les principes de Bellagio.

3.1 GUIDE DE BONNES PRATIQUES STATISTIQUES D'EUROSTAT

Dans le volet « résultats statistiques » de son guide de bonnes pratiques statistiques¹², Eurostat énumère plusieurs principes qu'un bon indicateur doit respecter. L'IWI satisfait-il chacun de ces critères?

La *pertinence* (adéquation entre l'outil et les besoins de l'utilisateur) – Dès l'entame du rapport de 2012 sur la richesse inclusive (*Inclusive Wealth Report*, ci-après IWR 2012), les auteurs justifient explicitement la création de l'IWI comme une réponse à un besoin : montrer la mesure dans laquelle la base productive qui sous-tend le bien-être est érodée par l'activité humaine. Cette ambition résulte de l'absence de prise en compte dans l'IDH des facteurs de pérennité du développement. Dès lors, par définition, l'indicateur est créé pour entrer en adéquation avec les « besoins » d'un utilisateur potentiel. Au regard de ce critère, l'IWI est donc pertinent.

L'*exactitude* et la *fiabilité* (proximité entre la valeur estimée et la vraie valeur) – Ce critère, évaluant l'écart entre valeur estimée et « vraie » valeur suppose que la « vraie » valeur existe. Or, dans le cas d'un concept polysémique comme la soutenabilité, rien ne permet de déterminer une telle valeur. La notion de précision, telle que définie officiellement, implique de ne pas questionner les conventions et rapports de

⁸ Le capital social, bien qu'étant reconnu par ses auteurs comme un déterminant important du bien-être (voir fig. 1), n'est pas calculé dans le rapport de la richesse inclusive 2012 (ci-après IWR), faute de données.

⁹ La méthode d'inventaire perpétuel consiste à calculer la différence entre la valeur agrégée de l'investissement et celle de la dépréciation, à partir de l'établissement d'un stock initial. Le ratio capital/output est supposé constant.

¹⁰ Forêts, pêcheries, ressources fossiles (pétrole, gaz naturel et charbon), minerais (bauxite, cuivre, or, fer, plomb, nickel, phosphate, argent, étain et zinc), et terres agricoles.

¹¹ Dans l'IWI ajusté, trois facteurs supplémentaires susceptibles d'affecter la base productive sont pris en compte : les dommages liés aux émissions de carbone, les gains liés au commerce de ressources fossiles et la productivité totale des facteurs. La richesse inclusive comprend également une dimension de santé. Les auteurs du IWR 2012 ont cependant décidé de ne pas l'intégrer car, sur base des calculs de Arrow *et al.* [2012], elle représenterait 95,4% de la valeur totale de l'IWI, ce qui rendrait les autres dimensions presque invisibles.

¹² http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-32-11-955/FR/KS-32-11-955-FR.PDF

force à l'œuvre dans la définition de la « vraie valeur ». Elle n'envisage pas non plus la possibilité de la non-existence d'une « vraie » valeur en situation d'incertitude. Un indicateur composite tel que l'IWI ne peut donc être évalué à l'aune de ce critère.

L'actualité et la ponctualité (échéances et fréquences de publication des données) – La fréquence bisannuelle prévue pour le calcul de l'IWI semble satisfaire à ce critère. Le fait que l'IWI émane de grandes institutions laisse présager que des moyens suffisants seront déployés pour assurer la ponctualité de l'indicateur.

La cohérence et la comparabilité (méthode de standardisation des données et interprétation) – Dans l'IWI, les données sont traduites dans une même unité monétaire de sorte à ce que tous les types de capitaux puissent être sommés les uns avec les autres. Ce faisant, l'IWI est méthodologiquement cohérent et ses composantes, comparables.

L'accessibilité des données statistiques et la clarté – L'IWI, tel qu'effectivement calculé, se fonde sur de nombreuses données de statistiques publiques, disponibles pour un nombre important de pays¹³ : il satisfait au critère d'*accessibilité*. En matière de *clarté*, l'IWI jouit d'un mode de calcul simple : la somme pondérée des différents capitaux qui sous-tendent le bien-être. Ce faisant, il satisfait au critère de clarté. Toutefois, comme nous le verrons plus loin, l'édifice théorique sur lequel il repose et qui prétend justifier le choix des poids relatifs des différents capitaux n'a pas de lien univoque avec le calcul effectif de l'IWI, ce qui rend l'interprétation de l'IWI non fondée.

L'IWI satisfait donc, comme indicateur, à la grande majorité de ces critères : la précision, l'actualité et la ponctualité, la cohérence méthodologique, ainsi que l'accessibilité des données et une apparente clarté. A l'aune de ces critères, l'IWI serait jugé de bonne qualité.

3.2 PRINCIPES DE BELLAGIO

Si les critères d'Eurostat ont pour objet de qualifier tout type d'indicateur, les principes de Bellagio, élaborés en 1996, traitent explicitement l'évaluation de la soutenabilité. Nous tentons d'apprécier l'IWI à l'aune de ces principes, quand ils s'appliquent de manière pertinente à un indicateur composite et là où ils ne sont pas redondants avec les critères d'Eurostat¹⁴. Nous énonçons systématiquement ici ce que devrait satisfaire l'évaluation du progrès vers le développement durable, tel qu'énoncé dans les Principes de Bellagio.

Vision et objectifs – « Une vision claire du développement durable et des objectifs définissant cette vision doivent guider l'évaluation des progrès vers le développement durable ». Les auteurs de l'IWI définissent clairement la soutenabilité comme la préservation d'une richesse élargie aux capitaux humain, naturel et social au-delà du capital manufacturé. Ce critère semble donc satisfait.

Perspective globale – « Comporter un examen du système dans son ensemble et de ses éléments constitutifs (...), examiner les conséquences tant positives que négatives de l'activité humaine d'une manière propre à en déterminer les inconvénients et les avantages pour les systèmes humains et environnementaux en termes monétaires et non monétaires ». L'IWI, dans son ambition inclusive entend, à terme, inclure l'ensemble des éléments constituant la soutenabilité et prétend examiner le système dans son ensemble. Les différentes dimensions de l'IWI prises isolément permettent de rendre compte de l'évolution des différents capitaux. Par ailleurs, l'interaction entre les composantes est censée être reflétée dans les prix implicites. Enfin, un IWI en baisse est censé refléter la non-soutenabilité de l'activité humaine ; cette baisse, exprimée en termes monétaires, entend représenter le montant minimum à investir pour maintenir l'IWI constant. Le principe de perspective globale semble donc satisfait.

¹³ Voir l'annexe méthodologique du IWR 2012.

¹⁴ Pour une liste complète des principes de Bellagio, voir http://www.iisd.org/measure/principles/progress/bellagio_full_fr.asp

Éléments fondamentaux – « Prendre en considération l'équité et la disparité au sein de la population actuelle et entre les générations actuelles et futures (...); se pencher sur les conditions écologiques indispensables à la vie, et porter sur le développement économique et les autres activités non rémunérées qui contribuent au bien-être humain/social ». L'IWI ne satisfait pas aux critères d'équité. Au niveau intra-générationnel, l'IWI n'inclut aucune mesure de dispersion de la richesse inclusive [FAIR, 2012]. Au niveau intergénérationnel, le critère de soutenabilité selon lequel le bien-être intergénérationnel doit être non-décroissant n'empêche pas qu'une génération soit sacrifiée. En outre, la présence d'un taux d'actualisation du bien-être futur implique une sous-représentation des futures générations dans l'indicateur [Cairns, 2013]. Concernant les conditions écologiques indispensables à la vie, il est notoire que l'IWI ne prenne pas en compte un élément aussi fondamental que l'eau. D'autres éléments essentiels, tels que l'énergie, semblent par ailleurs sous-estimés, du fait qu'ils sont comptabilisés sur la base de leur prix de marché plutôt qu'à hauteur de leur contribution effective à la production¹⁵. Par ailleurs, le capital humain n'étant appréhendé que par les flux de revenus qu'il est censé générer aujourd'hui et dans le futur, les activités non-rémunérées ne sont pas prises en compte.

Portée adéquate – « Couvrir un horizon temporel assez étendu pour que s'y insèrent les échelles de temps propres aux humains et aux écosystèmes (...); définir un champ d'étude assez vaste pour que soient prises en considération les répercussions tant locales qu'éloignées des interventions sur les personnes et les écosystèmes; tirer avantage des conditions historiques et actuelles pour prévoir l'avenir (...) ». Au niveau temporel, le modèle sous-tendant l'IWI n'est pas dynamique [Smulders, 2012; Collins, 2013]. Rien ne permet dès lors de justifier une quelconque hypothèse sur le futur¹⁶. De plus, rien ne permet d'affirmer que les prix *effectivement* utilisés pour calculer l'index reflètent correctement les raretés futures. Dès lors, les prix utilisés ne sont pas de bons signaux d'allocation des ressources pour la prise de décision à court terme. Au niveau spatial, l'IWI est fondé sur une conception *nationale* de la soutenabilité, au sens où ce qui doit être soutenu est le bien-être national, potentiellement aux dépens d'autres nations¹⁷. Enfin, si l'approche par les stocks prend en compte l'histoire à travers l'évaluation de leur évolution, considérer ceux-ci comme des capitaux est réductionniste : seuls les stocks susceptibles de générer du revenu sont pris en compte.

Ouverture – « (...) Rendre explicites tous les jugements, hypothèses et incertitudes dans les données et les interprétations ». De prime abord, les auteurs de l'IWI font preuve d'une grande honnêteté : ils explicitent leurs hypothèses et reconnaissent ouvertement les limites de l'indicateur. Toutefois, apprécier sérieusement les raisons et implications de ces hypothèses requiert une étude approfondie de l'axiomatique de l'IWI, inaccessible à la seule lecture du rapport. En outre, les lacunes reconnues par les auteurs sont considérées comme non inéluctables et améliorables au sein du cadre analytique de la richesse inclusive. Enfin, et surtout, les auteurs font l'hypothèse (beaucoup moins transparente) que ces lacunes (parfois très importantes) n'empêchent pas l'indicateur d'offrir des messages pertinents sur la soutenabilité.

Communication effective – « (...) privilégier dès le début (...) le recours à un langage clair et simple ». En dépit des ambiguïtés liées à la construction et à l'interprétation de l'indicateur (que nous détaillons dans la section suivante), l'IWI est présenté et expliqué de manière relativement simple : un IWI en hausse signifie un accroissement de la base productive soutenant le bien-être intergénérationnel.

Vaste participation – « Encourager la participation générale (...) afin d'assurer la reconnaissance de valeurs différentes et en évolution (...) ». Dans l'IWI, la reconnaissance de valeurs différentes et en évolution est supposée être assurée par les prix, eux-mêmes reflets des préférences des individus. Lorsque ces prix sont considérés comme ne reflétant pas le bien-être, ils sont ajustés à l'aide de simulations de marché. Ce faisant, les auteurs de l'IWI pensent tenir compte des préférences révélées des

¹⁵ Sur ce point, voir Ayres et Voudouris [2014] ou Kümmel [2013].

¹⁶ Ce problème étant essentiel, nous y revenons en profondeur en section 4.

¹⁷ Notons tout de même que le calcul des dommages liés aux émissions de CO₂ entend intégrer une dimension globale.

agents. Notons que cette absence de participation n'est pas consubstantielle au caractère monétaire de l'indicateur [Lo et Spash, 2013]. C'est la référence aux préférences révélées pour établir ces prix qui est questionnable [Vatn et Bromley, 1994]¹⁸.

Si l'IWI revêt les qualités méthodologiques d'un bon indicateur statistique, il satisfait en revanche plus difficilement aux principes que devrait respecter un bon outil d'évaluation de la soutenabilité. Le passage de l'IWI au crible des principes de Bellagio révèle soit que l'indicateur ne satisfait pas aux critères, soit qu'il y satisfait *en apparence*. Or, derrière une séduisante construction se trouve un ensemble de présupposés très problématiques.

4 BIEN-ÊTRE ET FUTUR : DERRIÈRE L'ÉLÉGANCE, DES DÉFAILLANCES

L'IWI se définit comme un indicateur de soutenabilité. Or, « *assessing sustainability necessarily involves making projections about the future because it is illusory to believe that all the information we need about the future is already present in current observations. No sustainability index can escape this obvious constraint* » [Fleurbaey et Blanchet, 2013, p. 49]. L'IWI ne reposant sur aucun modèle dynamique, rien dans le cadre de la richesse inclusive ne permet de faire des hypothèses crédibles sur le futur. Pourtant, dans leur traitement du futur, les auteurs considèrent l'IWI comme une amélioration vis-à-vis de l'Épargne Nette Ajustée (ENA), indicateur de soutenabilité de la Banque Mondiale dont la méthodologie est proche. Dans la construction de l'ENA, la consommation est supposée *a priori* croissante à un rythme constant et positif, donc soutenable. Pour les auteurs de l'IWI, dans cette perspective, la soutenabilité est *présupposée* alors qu'elle devrait être *évaluée*. C'est pourquoi ils entendent se départir d'une telle hypothèse sur les flux de consommation futurs. Si cette réflexion est sensée, elle se fait en revanche au prix de l'établissement d'une nouvelle hypothèse qui nous semble tout aussi *ad hoc* en l'absence de modèle dynamique : le mécanisme d'allocation des ressources dans le temps est supposé connu.

Cette absence de fondement dynamique est un problème nodal dans un indicateur de soutenabilité qui prétend parler du futur [Fleurbaey et Blanchet, 2013 ; Samuelson, 1961]. Dans l'IWI, deux aspects de l'axiomatique cristallisent cette appréhension problématique du futur : le théorème d'équivalence, qui entend focaliser l'analyse de la soutenabilité sur la base productive, dans une perspective de long-terme; et les prix implicites, censés refléter les évolutions temporelles des différents capitaux.

4.1 LE « THÉORÈME » D'ÉQUIVALENCE EN QUESTION

Lier le bien-être à la soutenabilité, théoriquement ou empiriquement, s'avère un tâche ardue [Bartelmus, 2013 ; Stiglitz *et al.*, 2009]. Pourtant, toute la démarche de comptabilité inclusive sous-tendant l'IWI est construite sur ce lien, par le biais du « théorème » d'équivalence. Pour rappel, c'est théoriquement grâce à ce théorème que les évolutions des déterminants du bien-être (i.e. la base productive) peuvent être interprétées comme l'approximation des évolutions de ses constituants (i.e. le bien-être substantiel). On peut dès lors s'étonner qu'il n'en soit fait mention qu'une seule fois dans l'IWR 2012, et qu'Arrow *et al.* [2012] ne l'évoquent pas. Ce théorème n'est pourtant pas sans poser de problème.

Sur le plan axiologique, d'abord, ne pas tenir compte des constituants est une limite à l'approche libérale sous-tendant l'IWI : il est implicitement supposé que les mêmes capitaux impliquent inconditionnellement les mêmes effets à travers le temps ; aucune possibilité de rupture dans les systèmes de valeurs n'est envisagée. A travers ce théorème, les auteurs procèdent d'une réification des préférences présentes comme cristallisation des valeurs en tout lieu et tout temps.

¹⁸ Jany-Catrice et Méda [2013] voient dans l'établissement d'une « valeur tutélaire » une (potentielle) rupture paradigmatique dans l'évaluation monétaire, dans la mesure où cette valeur, « fruit d'un compromis transitoire qui [essaient] d'intégrer un ensemble de propositions et d'arguments défendus par des acteurs aux intérêts contradictoires », est un prix « fixé politiquement » [Jany-Catrice et Méda, 2013, p. 381]. Une telle logique de fixation des prix semble toutefois difficilement applicable à l'IWI. Il est en effet probable que la « porosité entre le politique et le scientifique » dont témoigne la construction de valeurs tutélaires ne soit pas pleinement (pas du tout?) reconnue par les concepteurs de l'IWI.

Sur le plan épistémologique, ensuite, l'usage du terme « théorème » apparaît abusif puisqu'à notre connaissance, il n'en existe ni formulation explicite, ni démonstration. La relation entre déterminants et constituants du bien-être, établie par ce « théorème », n'est tout au plus qu'une hypothèse de travail dont la validité dépend de la capacité des prix implicites à refléter la contribution marginale de chaque capital au bien-être intergénérationnel, ce qui empiriquement n'est ni vérifié, ni vérifiable. Ce « théorème » d'équivalence est donc plutôt un « concept par postulat » (*concept by postulation*, Bromley, 2007) : il n'acquiert son sens à partir de la structure théorique dont il émerge.

C'est pourtant forts de ce « théorème » que les auteurs de l'IWI ne prennent pas la peine de définir *substantiellement* le bien-être, celui-ci n'étant appréhendé que comme fonction de ses déterminants. Il apparaît alors tautologique d'affirmer que la richesse inclusive varie à l'unisson avec le bien-être. Sans autre justification du lien entre constituants et déterminants du bien-être qu'un théorème d'équivalence qui n'en est pas un, l'interprétation de l'IWI en termes de bien-être semble perdre toute pertinence.

4.2 PRIX IMPLICITES PROBLÉMATIQUES

Pour quantifier la relation entre bien-être et soutenabilité, les auteurs font usage de prix implicites, qui permettent de lier les capitaux au bien-être. L'utilisation de tels prix est problématique au moins à deux égards.

D'abord, lorsque que l'IWI est calculé empiriquement, les capitaux sont pondérés sur la base de prix de marché. En situation d'incertitude et sans modèle dynamique, rien ne permet d'affirmer que ces prix reflètent effectivement la contribution marginale des différents types de capital au bien-être intergénérationnel. Il semble donc que l'architecture de l'indicateur s'effondre dès lors que celui-ci est calculé empiriquement. Etant donné que l'indicateur est intrinsèquement construit pour être utilisé empiriquement, se pose la question de la pertinence de l'usage de prix implicites, dont le rôle pondérateur ne tient que théoriquement.

Le second problème réside dans la réification des prix. Si des recherches récentes ont bien identifié les constituants du bien-être [Dasgupta, 2001 ; Layard, 2005 ; MacKerron, 2012], le lien entre bien-être et capitaux reste quant à lui délicat. Dès lors que le bien-être intergénérationnel est approximé par les stocks actuels de capitaux évalués à leurs prix implicites, l'évaluation correcte de la valeur sociale de ces capitaux requiert une quantité infinie d'informations sur le présent et le futur. Les auteurs le reconnaissent eux-mêmes, une telle information n'existe pas. Pourtant, ils continuent à considérer les prix implicites comme pertinents pour informer sur la contribution des capitaux au bien-être.

5 LA RICHESSE INCLUSIVE, UN NOUVEL ÉCONOMICISME?

L'économie est depuis longtemps considérée comme une science impérialiste. L'impérialisme économique¹⁹ prend aujourd'hui des formes diverses [Gautié, 2007]. La situation actuelle voit l'économie s'ouvrir à d'autres sciences humaines, s'intéresser à leurs résultats et les intégrer parfois. Toutefois, la relation entre l'économie et les disciplines avoisinantes tend à être au profit de l'économie. La théorie de la richesse inclusive mérite qu'on lui porte un intérêt particulier dans la mesure où elle dépouille l'économie standard de certaines hypothèses d'optimalité tout en ne modifiant pas son cœur d'analyse. Le pouvoir d'extension de l'analyse et la prétention à synthétiser une très grande diversité de connaissances et d'informations fait à nos yeux de ce cadre théorique un effort des plus économicistes. S'agit-il d'une (nouvelle) forme d'impérialisme économique? Nous tentons de répondre à cette question en nous appuyant sur la caractérisation du concept par l'épistémologue de l'économie Uskali Mäki. Nous mobilisons également ses critères normatifs d'appréciation de l'impérialisme scientifique.

5.1 UNE VISÉE IMPÉRIALISTE?

L'impérialisme économique est défini par la transgression des frontières disciplinaires et l'extension du domaine d'explication (l'ensemble des phénomènes réputés pouvant être expliqués par la discipline, ou *explananda*). Gary Becker s'est fait le héraut de l'impérialisme économique en appliquant l'analyse coût-avantage et le prisme de l'*homo economicus* à des sujets réputés non économiques [Fleury, 2009 ; Chassonnery-Zaïgouche, 2013]. Gautié [2007] distingue l'impérialisme économique théorique (l'élargissement, par exemple, de la catégorie « capital » aux capitaux « humain », « social », « naturel »,...) de l'impérialisme économique empirique (application des outils de l'économie à des problèmes « exotiques », bien représentés par les travaux de Steven Levitt et ses « *freakonomics* »). Ces deux formes d'impérialisme économique portent l'ambition explicative au-delà des frontières habituelles de l'économie, soit par les lunettes théoriques appliquées à l'analyse (le choix rationnel, l'analyse coûts-avantages monétaire...), soit par la puissance des outils statistiques mobilisés (l'économie servant à débusquer des corrélations surprenantes).

Les travaux de Dasgupta, Arrow et leurs co-auteurs présentent cet atout par rapport aux formes d'impérialisme identifiées par Gautié qu'ils se dispensent de deux éléments au cœur du projet scientifique de l'économie standard, bien qu'à dose variable : l'ambition explicative et prédictive, et le recours à l'*homo oeconomicus*. La dimension autoréférentielle de l'économie néoclassique a déjà été relevée maintes fois, mais elle acquiert sans doute une dimension nouvelle dans le cas de l'IWI dans la mesure où l'outil est construit *ab initio* en vue d'indiquer une réalité, non pour en rendre compte de manière causale ou simplement explicative, et encore moins prédictive.

Malgré le (et probablement en raison du) relâchement de certaines hypothèses constitutives de l'économie standard, l'IWI nous semble opérer un économicisme spécifique. Pour caractériser cet économicisme comme un impérialisme économique, nous utilisons la définition de Mäki [2009, 2013]. Celui-ci distingue l'impérialisme de portée (*imperialism of scope*), l'impérialisme de style (*imperialism of style*) et l'impérialisme de réputation (*imperialism of standing*). Examinons ces trois dimensions successivement.

L'*impérialisme de portée* fait référence à l'ensemble des faits considérés comme explicables par une théorie [Mäki 2009, p. 355]. Dans le cas de l'IWI, on peut difficilement parler de portée explicative. Toutefois, une certaine relation causale est postulée entre la fonction objectif et la somme des capitaux estimée. La richesse inclusive élargit la fonction objectif à un bien-être conçu comme dépassant largement le PIB. Reste que le bien-être n'est pas défini substantiellement mais en fonction des capitaux (au sens le plus large possible) qui le sous-tendent. On peut donc soutenir que la richesse inclusive procède à un impérialisme de portée à travers la diversité des capitaux qu'elle fait intervenir dans sa définition du bien-

¹⁹ Nous faisons ici référence à l'impérialisme de la discipline économique, et non celui du fait économique. Nous traitons ainsi de ce qu'Uskali Mäki [2009, 2013] nomme « *economics imperialism* ».

être intergénérationnel. Comme son nom l'indique, l'IWI a pour ambition de tenir compte de tout type de richesse présente et future, à travers le concept de capital. Si certains capitaux comme le capital manufacturé, le capital humain et le capital santé font désormais l'objet d'une évaluation relativement standardisée, le capital naturel est pris en compte partiellement mais fait figure de nouvelle frontière pour l'analyse²⁰. Quant au capital social, les difficultés qui lui sont inhérentes sont reconnues, mais le chantier est ouvert. De manière générale, les manques en termes de portée ou de terrains d'analyse couverts font l'objet d'un optimisme constant de la part des concepteurs de l'IWI. Le temps et une large mobilisation des économistes et statisticiens doivent remédier à ces manques. En termes de portée, l'extension est donc opérée à la fois au niveau de l'objectif social et au niveau des facteurs considérés comme y concourant.

L'*impérialisme de style* fait référence à la boîte à outils analytique. Si la prise en compte monétarisée de différents capitaux peut être justifiée pragmatiquement par la nécessité de donner visibilité et reconnaissance à un domaine de la réalité trop largement négligé [Jany-Catrice et Méda, 2013], il n'en reste pas moins que la monétisation de chaque dimension considérée dans l'IWI conduit à un impérialisme de style. Bien que les auteurs raisonnent dans une économie de type « *kakotopia* », ils maintiennent une large confiance dans le système des prix de marché. Les capitaux n'ayant pas de prix de marché sont censés recevoir un prix comptable issu de simulations de marché (l'évaluation contingente notamment en ce qui concerne la valorisation de certaines dimensions du capital naturel). Par ailleurs, réduire à des capitaux ce qui peut alternativement être considéré comme des patrimoines [Vivien, 2009] ou comme des socio-écosystèmes en coévolution [Kallis et Norgaard, 2011] procède également d'un impérialisme de style.

Mäki [2013] définit l'*impérialisme de réputation* comme le prestige et le pouvoir académiques et non-académiques dont peut jouir une discipline au détriment d'autres disciplines. Il est probable que le bon accueil reçu par l'IWI soit dû au prestige académique de ses auteurs, et à l'aura de scientificité qui accompagne le modèle sur lequel il s'appuie. Mais il est difficile de déterminer si les travaux sur la richesse inclusive sont en eux-mêmes de nature à modifier les équilibres de pouvoir et de prestige académique entre disciplines. Toujours est-il que l'on assiste à une prise de pouvoir des économistes sur des sujets qui étaient du ressort d'autres disciplines ou d'autres acteurs sociaux [FAIR, 2012 ; Jany-Catrice et Méda, 2011]. Dans la nébuleuse d'un « au-delà du PIB », l'économie marque avec la richesse inclusive un point peut-être décisif en proposant une matrice de synthèse des dimensions pertinentes du développement soutenable.

Au final, il semble que l'on soit face à un cas d'impérialisme économique, d'un genre nouveau par rapport à ceux identifiés par Gauthier. Avec l'IWI, les économistes sont dotés d'un pouvoir quasi-démiurgique d'orchestrateurs des sciences. Le cadre de la richesse inclusive révèle une économie se concevant comme la « *grammaire des sciences sociales* » [Hirschleifer, 1985, cité in Gauthier, 2007].

5.2. UN IMPÉRIALISME INACCEPTABLE?

Mäki distingue le « bon » impérialisme du « mauvais » impérialisme. Il propose un ensemble de contraintes que l'expansionnisme économique doit respecter pour être considéré comme acceptable [Mäki, 2009, 2013].

La première contrainte à respecter est *ontologique*. Mäki oppose à l'unification ontologique l'unification dérivationnelle (*derivational unification*), qui consiste à dériver des explications de classes de phénomènes de plus en plus grandes à partir d'une armature axiomatique parcimonieuse, mais sans postuler d'unité ontologique à propos des éléments analysés.

²⁰ Il est intéressant de noter que bien que le chapitre de l'IWR 2012 portant sur l'évaluation monétaire du « capital eau » montre clairement les apories d'une telle entreprise, la synthèse du rapport laisse quant à elle entendre que la quantification puis l'évaluation monétaire sont envisageables. Une simple question de temps, en somme.

La richesse inclusive opère une unification ontologique en considérant une grande diversité de phénomènes comme partageant la même nature de richesse et de « capital », i.e. de source de bien-être présent et futur. Dasgupta unifie d'ailleurs économie de l'environnement et économie des ressources naturelles autour de l'idée d'évolution des capitaux (la pollution est considérée comme une dégradation du capital naturel). Cependant, Dasgupta et Mäler mettent en avant des caractéristiques ontologiques spécifiques des phénomènes naturels que l'économie standard peine à prendre en compte. Or, s'ils proposent une économie non convexe permettant de rendre compte des non-linéarités et complexités que présentent les écosystèmes, l'unification effective est faite autour de méthodes d'évaluation et d'agrégation qui sont étrangères à ces complexités. Plus fondamentalement, on peut s'interroger sur la possibilité d'unifier ontologiquement l'ensemble des relations entre bien-être présent et bien-être futur à travers un ensemble de capitaux. On peut ainsi conclure à une tension majeure au sein de la richesse inclusive entre unification dérivationnelle et unification ontologique. L'unification opérée, largement dérivationnelle, apparaît donc non satisfaisante.

La seconde contrainte est d'ordre *épistémologique*. La théorie doit reconnaître explicitement ses failles, ses limites et les incertitudes qui persistent. Mäki évoque par ailleurs un sens de la faillibilité et d'ouverture à la conversation critique à travers les frontières disciplinaires [Mäki 2009, p. 23]. Si les auteurs de la richesse inclusive ne cachent pas les difficultés théoriques ni les manques de données, deux types de problèmes subsistent. Tout d'abord, la conversation critique est limitée, ou indexée à l'acceptation d'un édifice théorique dont dépend tout le reste. Or il est difficile de s'engager dans une critique de l'IWI sans remettre en cause l'axiomatique qui le sous-tend. Ensuite, les *caveats* étant présentés, on reste incapable d'estimer l'impact de ceux-ci sur le message, son interprétation, sa portée. Autrement dit, nous sommes contraints à être incapables d'interpréter les conséquences des écarts substantiels qui perdurent entre la théorie et sa mise en œuvre empirique.

La contrainte *axiologique* renvoie à des « valeurs non épistémiques ». Il faut éviter que des valeurs humaines importantes ne soient pas exprimées, voire niées, en conséquence de l'impérialisme scientifique [Mäki 2013, p. 337]. Cela nous ramène à la discussion que nous avons déjà eue plus haut à propos de la capacité de l'IWI à refléter la pluralité des valeurs en jeu dans le développement soutenable et dans le bien-être présent ou futur. On peut à cet égard douter que les préférences révélées par les prix de marché ou par les techniques de simulation de marché reflètent fidèlement les conceptions que se font les gens de ce qui doit être préservé, et pour quelle raison.

La contrainte *institutionnelle*, enfin, requiert que l'impérialisme procède en s'engageant dans des débats ouverts et en explicitant et défendant ses postulats plutôt qu'en s'imposant grâce à la réputation académique ou non académique de la discipline impérialiste [Mäki 2013, p. 337]. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure les nouveaux économistes des ressources étendent la portée de la théorie de la richesse inclusive grâce à des moyens non strictement scientifiques. Il faut malgré cela remarquer que l'approche bénéficie de soutiens institutionnels puissants, de la haute légitimité académique de ses auteurs, et de l'aura scientifique que lui procure son édifice théorique vaste et profond. Cette assise permet à la fois d'accueillir des contributions critiques (que ce soit au sein de l'IWR 2012 ou dans le numéro 17 (2012) de la revue *Environment and Development Economics*) et de négliger en grande partie ces critiques.

Au terme de cette confrontation du cadre théorique de l'IWI aux critères d'appréciation de l'impérialisme économique proposés par Mäki, nous concluons sans ambiguïté au caractère problématique de son économicisme.

6 CONCLUSION

L'IWI reflète l'ambition de la nouvelle économie des ressources d'ouvrir la focale de l'économie, de décentrer cette discipline de ses variables traditionnelles (et notamment du PIB) et d'intégrer les apports des sciences de la nature et des sciences humaines. Cet effort est sans aucun doute louable. Toutefois, l'analyse que nous proposons de l'indicateur et de la base théorique sur laquelle il repose suggère qu'il est hautement problématique. La confrontation avec les principes d'Eurostat et de Bellagio conduit à voir l'IWI comme un indicateur de développement soutenable en apparence globalement satisfaisant.

Cette adéquation nous semble cependant occulter des problèmes importants. Au-delà des limites de l'indicateur et du cadre d'analyse, l'IWI semble porteur d'un impérialisme économique non désirable. Si les hypothèses d'optimalité néoclassiques sont abandonnées, la méthode essentiellement déductiviste et fortement mathématisée ne laisse que peu de place pour des modélisations alternatives qui rendraient mieux compte de spécificités ontologiques par ailleurs reconnues (complexité, non-linéarités, pluralisme des valeurs,...).

Par ailleurs, l'économie ainsi rénovée s'attribue *de facto* un rôle d'orchestratrice des savoirs délivrés par les autres disciplines. En effet, ce que fournit en pratique l'IWI est d'une extrême simplicité (le vocable « élégance » est souvent mentionné à son propos) et d'une extrême souplesse et capacité intégratrice : sommer les valeurs monétaires de tous types de capitaux, en appliquant une pondération que seul l'économiste peut déterminer. Comme l'explique Gautié [2007], beaucoup d'économistes intéressés par les apports d'autres sciences sociales affirment néanmoins que « si l'*homo oeconomicus* peut être enrichi par des considérations d'ordre psychologique, anthropologique ou sociologique, seul l'économiste a les outils nécessaires pour en tirer toutes les conséquences en termes d'effets émergents de comportements interdépendants » [p. 937].

L'économie serait la discipline la plus à même de comprendre et réaliser l'agrégation et de théoriser le fonctionnement de la société. Cette posture n'est pas sans évoquer l'assimilation effectuée il y a déjà plus d'un demi-siècle par Kenneth Arrow entre vote révélation des préférences par le marché. On retrouve cette matrice idéologique dans la théorie de la richesse inclusive, laquelle interdit la mise en débat des moyens et des fins du développement. L'élégance formelle risque de faire oublier le caractère hautement critiquable du calcul des prix implicites et de détourner l'attention d'une construction démocratique des indicateurs. Ainsi, l'IWI ne nous paraît pas donner la possibilité de répondre explicitement aux questions essentielles de la soutenabilité [O'Connor, 2002 ; Vatn, 2005] : Que veut-on soutenir? Pour qui? Pour quoi?

7 BIBLIOGRAPHIE

- ARROW, K. J., DASGUPTA, P., MÄLER, K.-G. (2003), « The genuine savings criterion and the value of population », *Economic Theory*, 21(2-3), p. 217–225.
- ARROW, K. J., DASGUPTA, P., GOULDER, L. H., MUMFORD, K. J., OLESON, K. (2012), « Sustainability and the measurement of wealth », *Environment and Development Economics*, 17(03), p. 317–353.
- ARROW, K., DASGUPTA, P., GOULDER, L., DAILY, G., EHRLICH, P., HEAL, G., LEVIN, S., MÄLER, K.-G., SCHNEIDER, S., STARRETT, D., WALKER, B. (2004), « Are We Consuming Too Much? », *Journal of Economic Perspectives*, 18(3), p. 147–172.
- AYRES, R., VOUDOURIS, V. (2014), « The economic growth enigma: Capital, labour and useful energy? », *Energy Policy*, 64, p. 16–28.
- BARTELMUS, P. (2013), « Author's response to comments on 'The future we want: Growth or sustainable development?' », *Environmental Development*, 7, p. 177–178.
- BOARINI, R., MIRA D'ERCOLE, M. (2013), « Going beyond GDP: An OECD Perspective », *Fiscal Studies*, 34(3), p. 289–314.
- BRAVO, G. (2014), « The Human Sustainable Development Index: New calculations and a first critical analysis », *Ecological Indicators*, 37, p. 145 – 150.
- BROMLEY, D.W. (2007), « Environmental regulations and the problem of sustainability: Moving beyond 'market failure' », *Ecological Economics*, 63, p. 676 – 683.
- CAIRNS, R.D. (2013), « Sustainability or the measurement of wealth? », *Environment and Development Economics*, 18, p. 640–648.
- CASSIERS, I. et al. (2011), *Redéfinir la prospérité: jalons pour un débat public*, La Tour-d'Aigues: Éditions de l'Aube (Monde en cours).
- CHASSONNERY-ZAÏGOUCHE, C. (2013), « L'économie des discriminations: conquête impérialiste ou contribution à la théorie des prix? », *Œconomia* [En ligne], 3-1 | 2013, mis en ligne le 01 mars 2013, consulté le 26 septembre 2014. URL : <http://oeconomia.revues.org/617>
- DASGUPTA, P. (2001), *Human Well-Being and the Natural Environment*, Oxford University Press.
- DASGUPTA, P. (2009), « The Welfare Economic Theory of Green National Accounts », *Environmental and Resource Economics*, 42(1), p. 3–38.
- DASGUPTA, P., MÄLER, K.-G. (2003), « The Economics of Non-Convex Ecosystems: Introduction », *Environmental and Resource Economics*, 26(4), p. 499–525.
- DESROSIÈRES, A. (2008), *L'argument statistique*. Paris: Presses de l'école des mines (Sciences sociales).
- DOUAI, A., MEARMAN, A., NEGRU I. (2012), « Prospects for a heterodox economics of the environment and sustainability », *Cambridge Journal of Economics*, 36 (2012): 1019–1032.
- FAIR (2012), « L'indicateur global de richesse (IWI) des Nations Unies est insoutenable », mis en ligne le 29 juin 2012, URL : <http://www.idies.org/index.php?post/Lindicateur-global-de-richesses-IWI-des-Nations-Unies-est-insoutenable>

FAUCHEUX S., MUIR E., O'CONNOR M. (1997), « Neoclassical theory of natural capital and « weak » indicators for sustainability », *Land Economics*, 73(4), p. 528-552.

FAUCHEUX, S., NOËL, J.-F. (1995), *Economie des ressources naturelles et de l'environnement*, Paris: A. Colin.

FISHER, I. (1930), *The theory of Interest*, New York, MacMillan, 1^{ère} Edition.

FLEURBAEY, M., BLANCHET, D. (2013), *Beyond GDP: measuring welfare and assessing sustainability*, Oxford ; New York: Oxford University Press.

FLEURY, J.-B. (2009), *L'extension de la science économique hors de ses frontières traditionnelles: le cas américain (1949-1992)*, Thèse de Doctorat, Université Lumière Lyon 2.

GADREY, J., JANY-CATRICE, F. (2012), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris: la Découverte.

GASPARATOS, A., SCOLOBIG, A. (2012), « Choosing the most appropriate sustainability assessment tool », *Ecological Economics*, 80, p. 1-7.

GAUTIÉ, J. (2007), « L'économie à ses frontières (sociologie, psychologie): Quelques pistes », *Revue économique*, 58(4), p. 927.

GCEC (2014), *Better Growth Better Climate: The New Climate Economy Report; The Synthesis Report*, édité par Felipe Calderon *et al.*, Washington, D.C.: The Global Commission on the Economy and Climate.

JANY-CATRICE, F., MÉDA, D. (2011), « Quels indicateurs de richesse? Le rapport Stiglitz et le rôle de l'expertise », note de travail n°14.

JANY-CATRICE, F., MÉDA, D. (2013), « Les nouvelles mesures des performances économiques et du progrès social. Le risque de l'économicisme », *Revue du MAUSS*, 1(41), p. 371-397.

KALLIS, G., NORGAARD, R. B. (2010), « Coevolutionary ecological economics », *Ecological Economics*, 69(4), p. 690-699.

KÜMMEL, R. (2013), « Why energy's economic weight is much larger than its cost share », *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 9, p. 33-37.

LAWSON, T. (2013), « What is this 'school' called neoclassical economics? », *Cambridge Journal of Economics*, 37, p. 947-983.

LAYARD, P. R. G. (2005), *Happiness: lessons from a new science*. New York: Penguin Press.

LEVREL, H. (2008), « Les indicateurs de développement durable: proposition de critères d'évaluation au regard d'une approche évolutionniste de la décision », *Revue Française de Socio-Économie*, 2(2), p. 199-222.

LO, A.Y, SPASH, C.L. (2013), « Deliberative Monetary Valuation: In Search of a Democratic and Value Plural Approach to Environmental Policy », *Journal of Economic Surveys*, 27(4), p. 768-789.

MACKERRON, G. (2012), « Happiness Economics from 35 000 Feet », *Journal of Economic Surveys*, 26(4), p. 705-735.

MÄKI, U. (2009), « Economics Imperialism: Concept and Constraints », *Philosophy of the Social Sciences*, 39(3), p. 351-380.

MÄKI, U. (2013), « Scientific Imperialism: Difficulties in Definition, Identification, and Assessment », *International Studies in the Philosophy of Science*, 27(3), p. 325-339.

MARTINET, V. (2005), *Interprétation du concept de développement durable dans les modèles économiques avec ressources naturelles*, Thèse de doctorat, Université Paris X – Nanterre.

NDP STEERING COMMITTEE (2013), *Happiness: Towards a New Development Paradigm*, Report of the Kingdom of Bhutan. URL: http://www.newdevelopmentparadigm.bt/wp-content/uploads/2013/12/NDP_Report_Bhutan_2013.pdf

NESKAKIS, L.J., HARDT, D., DURAIAPPAH, A.K. (2013), « Not Another Wish List », *Dimensions. Moving Targets*, août, p. 50 – 55.

NEUMAYER, E. (2010a), *Weak versus strong sustainability: exploring the limits of two opposing paradigms*, 3rd ed. Cheltenham, UK ; Northampton, MA: Edward Elgar.

NEUMAYER, E. (2010b), « Human development and Sustainability », *UNDP-Human Development Research Paper*, 2010/05.

O'CONNOR, M. (1993), « On the misadventures of capitalist nature », *Capitalism Nature Socialism*, September, 1993, p. 7–40.

O'CONNOR, M. (2002), « Social Costs and Sustainability », p.181-202, in: D. W. Bromley and J. Paavola (eds., 2002), *Ethics and Environmental Policy: Contested Choices*, Blackwell Publishing, Oxford.

PARLEMENT EUROPÉEN (2011), « Résolution sur le PIB et au-delà. Mesurer le progrès dans un monde en mutation. » (2010/2088(INI)), <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2011-0175+0+DOC+XML+V0//FR>

PEZZEY, J. (1992), « Sustainable Development Concepts: An Economic Analysis », *World Bank Environment Paper*, Iss. 2, 92p.

ROMAN, PH., THIRY, G. (2014), « The Inclusive Wealth Index. A Sustainability Indicator, Really? », *Working Paper FMSH - 2014-71*, juin 2014.

SAMUELSON, P.A. (1961), « The evaluation of 'social income' : Capital formation and wealth », in F.A. Lutz and D.C. Hague (eds.), *The theory of Capital*, London : MacMillan.

SMULDERS, S. (2012), « An arrow in the Achilles' heel of sustainability and wealth accounting », *Environment and Development Economics*, 17(03), p. 368–372.

SPASH, C. L. (2012), « New foundations for ecological economics », *Ecological Economics*, 77, p. 36–47.

STERN, D. I. (1997), « The Capital Theory Approach to Sustainability: A Critical Appraisal », *Journal of Economic Issues*, 31(1), Mars 1997.

STIGLITZ, J., SEN, A., FITOUSSI, J.-P. (2009), *Report of the Commission on the Measurement of Economic performance and Social Progress*, URL: www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_anglais.pdf

TEEB (2010), *The economics of ecosystems and biodiversity mainstreaming the economics of nature: a synthesis of the approach, conclusions and recommendations of TEEB*. [S.l.]: TEEB.

THEYS, J. (2014), « Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sous-exploité ou dépassé ? », *Développement durable et territoires*, 5(1).

THIRY, G., BAULER, T., SÉBASTIEN, L., PARIS, S. ET LACROIX, V. (2013), *Characterizing demand for 'Beyond GDP'. Final version of BRAINPOoL deliverable 2.1*, A collaborative project funded by the European Commission under the FP7 programme (Contract no. 283024). ULB, Brussels, 15 avril 2013.

- UNU-IHDP, UNEP (2012), *Inclusive Wealth Report 2012: Measuring Progress Toward Sustainability*, Cambridge: Cambridge University Press.
- VATN, A. (2005), *Institutions and the environment*, Cheltenham, UK ; Northampton, MA: Edward Elgar Pub.
- VATN, A., BROMLEY, D. W. (1994), « Choices without Prices without Apologies », *Journal of Environmental Economics and Management*, 26(2), p. 129–148.
- VIVIEN, F.-D. (2005), *Le développement soutenable*, Paris, La Découverte, collection Repères.
- VIVIEN, F.-D. (2008), « Sustainable development: An overview of economic proposals », *S.A.P.I.E.N.S.*, 1(2).
- VIVIEN, F.-D. (2009), « Pour une économie patrimoniale des ressources naturelles et de l'environnement », *Mondes en développement*, 145(1), p. 17.
- VIVIEN, F.-D. (2013), « 20-22 juin 2012 : Rio plus vain ? », *Développement durable et territoires*, 4(3). URL : <http://developpementdurable.revues.org/10206>.
- WAVES (2010), *Moving Beyond GDP. How to factor natural capital into economic decision making*, Juin 2012, URL : http://www.wavespartnership.org/sites/waves/files/images/Moving_Beyond_GDP.pdf
- ZACCAÏ, E. (2012), « Over two decades in pursuit of sustainable development: Influence, transformations, limits », *Environmental Development*, 1, p. 79-90.
- ZACCAÏ, E. (2013), « Le développement durable dans la crise en Europe », *Développement durable et territoires*, 4(3).

Institut de Recherches Économiques et Sociales
Université catholique de Louvain

Place Montesquieu, 3
1348 Louvain-la-Neuve, Belgique

